

Contre le gaspillage et contre le besoin

De simples changements chez les consommateurs et les vendeurs pourraient réduire considérablement les 1,3 milliard de tonnes d'aliments perdues ou gaspillées chaque année. Ce constat est à la base d'une nouvelle campagne mondiale contre le gaspillage lancée en janvier 2013 par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et d'autres partenaires.

Selon la FAO, environ un tiers de tous les aliments produits dans le monde — soit environ 1.000 milliards de dollars —

est perdu ou gaspillé dans les systèmes de production ou de consommation. Les pertes se produisent surtout durant les phases de production (récolte, transformation et distribution), tandis que le gaspillage est surtout le fait des vendeurs et des consommateurs en bout de chaîne.



La campagne «Pensez, Mangez, Préservez — Dites non au gaspillage alimentaire» vise à coordonner l'action et à offrir un cadre mondial aux initiatives ponctuelles de par le monde. Elle se propose surtout de cibler le gaspillage provoqué par les consommateurs, les détaillants et le secteur de la restauration.

«Dans un monde de 7 milliards d'habitants — 9 d'ici 2050 —, gaspiller de la nourriture est un non-sens économique, environnemental et moral», a déclaré M. Achim Steiner, Secrétaire général adjoint de l'ONU et Directeur exécutif du PNUE.

Le système alimentaire mondial a de profondes répercussions sur l'environnement. Produire plus que ce qui est effectivement consommé ne fait qu'exacerber les pressions, dont les suivantes :

- plus de 20 % de toutes les terres cultivées, 30 % des forêts et 10 % des pâturages se dégradent;
- les changements liés à l'agriculture et à l'aménagement des sols, tels que le déboisement, contribuent pour plus de 30 % aux émissions mondiales de gaz à effet de serre;
- quelque 30 % des réserves de poissons marins sont actuellement surexploités.

Envoyer de l'argent coûte cher

Si le coût des envois de fonds descendait de 12,4 % à 5 %, les travailleurs migrants africains et leurs familles, qui dépendent de ces apports, pourraient conserver 4 milliards de dollars.

Les travailleurs africains, qui ont envoyé près de 60 milliards de dollars en 2012, payent beaucoup plus que n'importe quel autre groupe de migrants. Selon la base de données *Send Money Africa* de la Banque mondiale, l'Afrique subsaharienne est la destination la plus coûteuse. Le coût moyen des envois y est supérieur à la moyenne mondiale de 8,96 % et représente près du double des coûts vers l'Asie du Sud (les moins onéreux à 6,54 %).



Dégâts provoqués par le tsunami au Japon en mars 2011.

Gestion des risques de catastrophes naturelles

Selon un rapport de la Banque asiatique de développement (BAsD), les pertes liées aux catastrophes naturelles en Asie et dans le Pacifique augmentent plus vite que la croissance économique.

Intitulé *Investing in Resilience—Ensuring a Disaster-Resistant Future*, il recommande des instruments de financement, tels que fonds spécialisés, crédits d'impôt ou obligations, pour renforcer les capacités de réaction face aux risques de catastrophes naturelles.

«Les gains économiques de l'Asie sont entamés par les catastrophes naturelles, dont les pauvres sont bien souvent les principales victimes», déclare Bindu Lohani, vice-président chargé de la gestion des connaissances et du développement durable.

Selon le rapport, il est possible d'inverser la tendance en investissant, mais il y a des obstacles, dont l'insuffisance des données sur les risques, la faiblesse et la discordance des incitations, les carences des dispositifs législatifs et réglementaires, le manque de financements et les disparités de pouvoir.

Les instruments financiers de gestion des risques sont essentiels pour la région, qui n'est pas à la hauteur des autres en la matière. Moins de 5 % des sinistres des pays en développement d'Asie sont assurés, contre 40 % dans les pays avancés.

Les pertes augmentent plus rapidement en raison de la dégradation de l'environnement, du changement climatique, des tensions démographiques et du fait que de manière générale, les risques ne sont pas pris en considération dans la conception et la localisation de beaucoup de grands projets d'équipement.

La réception de fonds dans le pays d'origine est souvent le premier contact des bénéficiaires avec les services financiers. Ils ont ainsi la possibilité d'utiliser d'autres services, comme par exemple les comptes bancaires. La réduction des coûts des envois de fonds pourrait donc promouvoir l'inclusion financière sur le continent (voir «L'Afrique se financiarise» dans le présent numéro).

Les envois de fonds sont même plus chers entre pays africains. L'Afrique du Sud, la Tanzanie et le Ghana présentent les prix les plus élevés, avec des moyennes de 20,7 %, 19,7 % et 19 %, respectivement, en partie par manque de concurrence.

2013 : Les dates à retenir

14-17 mars, Panama, Panama : Réunion annuelle de la Banque interaméricaine de développement

19-21 avril, Washington, États-Unis : Réunions de printemps de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international

2-5 mai, New Delhi, Inde : Réunion annuelle de la Banque asiatique de développement

10-11 mai, Istanbul, Turquie : Réunion annuelle de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement

30-31 mai, Marrakech, Maroc : Réunion annuelle de la Banque africaine de développement

17-18 juin, Fermanagh, Royaume-Uni : Sommet du G-8

11-13 octobre, Washington, États-Unis : Assemblée annuelle de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international

Crise des abandons scolaires

La Banque interaméricaine de développement (BID) a lancé une initiative pour faire prendre conscience de la gravité des abandons scolaires en Amérique latine et pour trouver des solutions. Par le biais des médias sociaux, de films et de forums interactifs en ligne, GRADUATE XXI vise à impliquer les citoyens de tous bords pour améliorer les systèmes d'éducation et accroître les taux d'achèvement des études secondaires.

Durant ces dernières années, l'accès à l'éducation s'est considérablement amélioré en Amérique latine. L'éducation primaire est pratiquement universelle dans l'ensemble de la région. Cependant, près de la moitié des élèves d'Amérique latine n'achèvent pas leur scolarité secondaire. Des différences subsistent dans l'accès à l'éducation entre différents groupes socioéconomiques et ethniques et entre villes et campagnes.

La BID a constaté ce qui suit :

- plus de la moitié des jeunes en milieu rural n'arrivent pas à achever 9 années de scolarité;
- plus de 40 % des jeunes indigènes entre 12 et 17 ans ne sont pas scolarisés;
- seulement de 20 % à 30 % de tous les enfants et jeunes handicapés de la région sont scolarisés, et la plupart d'entre eux ne terminent pas leurs études.



Un élève péruvien : en Amérique latine, l'accès à l'éducation demeure inégal.



La ville chinoise de Fushun est appelée à connaître une croissance rapide.

Des villes durables

L'urbanisation rapide ouvre des perspectives économiques, sociales et environnementales aux pays en développement, pour autant que les investissements dans l'infrastructure, le logement et les services soient efficaces et durables. C'est ce que conclut le rapport de la Banque mondiale : *Planning, Connecting and Financing Cities Now: Priorities for City Leaders*.

«À l'heure où de nombreuses métropoles du monde en développement s'efforcent d'aménager leur avenir, nous avons une occasion historique et limitée de construire des villes intelligentes, propices à une croissance verte et solidaire, et d'améliorer les conditions de vie», déclare Zoubida Allaoua, Directrice de la Gestion des risques environnement et catastrophes naturelles de la Banque mondiale.

Durant les deux décennies à venir, le nombre de citadins devrait s'accroître de 2 milliards dans le monde, l'exode rural prenant des proportions sans précédent. Plus de 90 % de cette croissance devrait se produire dans les pays en développement, où les villes sont déjà nombreuses qui s'efforcent d'offrir des services de base, tels qu'adduction d'eau, électricité, transports, soins de santé et éducation.

Lancé en janvier à l'occasion de la conférence Global Energy Basel, le rapport présente un ensemble de lignes maîtresses dont peuvent s'inspirer les responsables locaux pour créer des emplois et construire des logements et des infrastructures qui transformeront leurs villes en pôles de prospérité.

Le rapport note que le gros de la croissance urbaine ne sera pas le fait des mégalo-poles telles que Rio de Janeiro, Djakarta ou New Delhi, sinon qu'elle se produira dans des villes «secondaires» moins connues, telles que Huambo, en Angola, Fushun, en Chine, ou bien encore Surat, en Inde.